

Le 26 janvier 2010

**Communiqué de presse**

## **Défendre et améliorer les retraites : c'est possible avec une autre répartition des richesses**

Nicolas Sarkozy, dans son intervention du 25 janvier, a affirmé vouloir maintenir le niveau des pensions et le système par répartition, et être ouvert à toutes les solutions ! Pour cela, MEDEF et gouvernement devraient s'attaquer enfin à l'inégale répartition des richesses, aux dividendes faramineux des actionnaires, aux écarts de salaires monstrueux, à la liberté de licencier qui fait exploser le taux de chômage et mine les recettes de l'assurance vieillesse... Ce n'est sans doute pas la voie qu'ils vont choisir ! Nous ne sommes pas naïfs : les réformes antérieures ont conduit à une baisse du niveau des pensions qui va se poursuivre dans l'avenir. Au contraire, il faudrait largement améliorer la situation des retraité-es puisqu'un million vivent en dessous du seuil de pauvreté, qu'une femme retraitée sur trois touche moins de 700 € par mois et que 600 000 personnes âgées dépendent du minimum vieillesse...

### **Patronat et gouvernement ont divisé pour régner**

**1993** : Diminution des pensions du régime général (secteur privé) de 20% en les calculant sur la moyenne des salaires des 25 meilleures années, au lieu des 10, en les indexant sur les prix et non plus les salaires, en attribuant une pension complète pour 40 années de cotisation au lieu de 37,5 ans. Et en les réduisant d'une décote de 5% par année manquante !

**2003** : la Fonction publique subit le même sort et ne conserve qu'un seul avantage, le calcul de la pension sur le salaire des 6 derniers mois. Public et privé passent alors à 41 ans de cotisation et même plus avec un dispositif augmentant automatiquement cette durée des deux tiers de l'augmentation de l'espérance de vie.

**2007** : À leur tour, les régimes spéciaux sont victimes de la contre-réforme.

**Aujourd'hui, Nicolas Sarkozy et son gouvernement annoncent, pour tous les salarié-es du privé comme du public, une nouvelle régression du droit à la retraite.** Dans le même temps, il favorise les inégalités en laissant faire, voire en justifiant, les salaires scandaleux des hauts dirigeants, et le niveau de profits jamais atteints pour les actionnaires. Il y a 20 ans, la masse salariale (salaires et cotisations sociales dont la retraite) représentait 70% de la richesse produite (PIB), contre 60% aujourd'hui. Cette baisse de 10 points de PIB (180 milliards d'euros chaque année) de la part des salaires dans la richesse produite doit être récupérée pour les salaires, la protection sociale (dont les retraites).

**L'Union syndicale Solidaires s'est adressée aux autres organisations syndicales et considère qu'il y a urgence à construire une mobilisation générale interprofessionnelle** pour imposer une meilleure répartition des richesses, pour permettre l'équilibre des systèmes de retraite, pour refaire tourner la roue de l'histoire à l'endroit !

